

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

ROUEN, le 13/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAFARGE GRANULATS

Lieu-dit "La Prairie du Rouage"
76480 Anneville-Ambourville

Références : UDRD.2023.10.ET.611.NA.BrJ
Code AIOT : 0005800126

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/09/2023 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS implanté Lieu-dit La Prairie du Rouage 76480 Anneville-Ambourville. L'inspection a été annoncée le 05/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite intervient dans le cadre du suivi de la gestion de la Jussie, plante amphibie et envahissante, présente sur le site et ce, dans la continuité des échanges préalables sur la question.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS
- Lieu-dit La Prairie du Rouage 76480 Anneville-Ambourville
- Code AIOT : 0005800126
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

LAFARGE exploite une carrière de sables et de graviers alluvionnaires situées sur la commune

d'ANNEVILLE-AMBOURVILLE, aux lieux-dits « Prairie du Rouage », « Prairie du Brésil », « Le Manoir Brésil », « Le Marais Brésil », « Ferme du Manoir Brésil », « Le Chêne Bénard », « La Grève » et « Route de Bourg-Achard », autorisée par arrêté préfectoral du 4 octobre 2021 pour une durée de 25 ans.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- gestion de la Jussie
- point sur la campagne d'arrachage manuel des herbiers aquatiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Eradication des espèces exotiques et envahissantes	Arrêté Préfectoral du 04/10/2021, article 8.5.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Caducité de l'arrêté d'autorisation	Code de l'environnement du 15/09/2023, article R512-74	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est attaché au cours de l'été 2023 à procéder à un arrachage manuel des plants aquatiques de Jussie afin d'en limiter sa prolifération et au stockage des biodéchets comme il s'y était engagé. Concernant les filières de valorisation de ces biodéchets, Lafarge étudie 2 exutoires : la valorisation énergétique et le compost. Il est attendu de l'exploitant qu'il apporte les garanties nécessaires pour prévenir tout risque de dissémination lors du transport vers ces exutoires ou de reprise dans les supports de culture si utilisation en compost.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eradication des espèces exotiques et envahissantes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2021, article 8.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, lutte contre la prolifération de la Jussie
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un plan de lutte accompagné d'un plan de veille sur les espèces les plus fréquemment rencontrées (dont [...] la Jussie rampante,...) afin d'éviter la propagation des espèces exotiques envahissantes sur le périmètre rapproché. Il permet de surveiller le développement et l'apparition d'espèces invasives sur le périmètre rapproché et de mettre en place un programme de lutte ou de régulation des populations le cas échéant.

Cette mesure, mise en œuvre dès la phase travaux (au niveau des différents foyers localisés à minima sur la carte annexée aux présentes prescriptions [cf. Annexe 6], est réalisée par le personnel chargé de l'entretien des milieux, compétent à l'identification des espèces invasives présentes sur le site et aux espèces les plus fréquemment rencontrées ainsi qu'à leurs méthodes d'éradication et de régulation.

Ainsi lorsqu'une espèce invasive est observée par le personnel du site, elle est immédiatement signalée et arrachée afin de limiter son expansion. Les résidus d'arrachage ne sont pas stockés sur place et sont préférentiellement brûlés in situ sur tôle (en dehors des zones humides) pour éviter toute prolifération.

Constats :

A défaut d'éradiquer la Jussie, il a été acté l'objectif de freiner sa prolifération. A ce titre, en lien avec le Conservatoire des Espaces Naturels de Normandie (CEN), l'exploitant a remis par courriel du 8 juin 2023 un protocole d'intervention pour la régulation et la gestion de cette espèce tout en limitant le risque de dissémination à l'occasion de l'été 2023.

Ainsi, Lafarge a été autorisé à réaliser dans un 1^{er} temps un arrachage manuel des herbiers aquatiques de Jussie et un stockage des rémanents sur une dalle étanche afin de permettre leur séchage sur le site d'exploitation (le séchage à l'air libre n'étant pas considéré comme une activité de compostage au sens de la rubrique 2780 de la nomenclature des ICPE). Lors de la visite, il a été constaté que le chantier était en cours et devait prendre fin à la mi-octobre.

Les herbiers sont arrachés manuellement par un effectif de 5 agents puis stockés pour séchage sur une dalle étanche au sein de l'exploitation, inaccessible aux personnes étrangères au site et entourée en partie d'un merlon de terre. Les tas sont recouverts chaque soir par une bâche étanche lestée afin de prévenir tout risque de dissémination par confinement de la zone.

A ce jour, seuls les herbiers en eau ont fait l'objet d'un arrachage (restait à traiter le plan d'eau Brésil à la date de la visite), les plans de Jussie sur les berges ont été maintenus en place car les rhizomes se cassent lors de l'arrachage. L'exploitant envisage un traitement mécanique des berges. S'agissant du devenir des plants arrachés, l'exploitant étudie actuellement 2 exutoires hors site: la valorisation énergétique (incinération) et le compost et ce, en vertu de l'article L.541-21-1 du code de l'environnement qui impose l'obligation de valoriser les biodéchets. A ce stade, l'option de brûlage permise en dernier recours au titre de l'article L 541-21-1 II du code de l'environnement n'apparaît pas être une piste privilégiée.

Demande n°1: L'exploitant est invité à poursuivre l'arrachage des herbiers aquatiques sur les plans d'eau, voire engager les "repasses" si nécessaire. Concernant le traitement des berges par voie mécanique, il transmettra une analyse des dangers et inconvénients ainsi qu'un modus operandi des actions à entreprendre. Ce plan fera l'objet d'un accord préalable de l'inspection.

Enfin s'agissant de la valorisation des biodéchets hors site, l'exploitant est invité à formaliser dans un document l'ensemble des hypothèses étudiées en présentant leurs avantages/inconvénients pour leur traitement final. En particulier :

- prévenir tout risque de dissémination lors du transport vers les exutoires ;
- pour la filière compost, il indiquera les modalités qu'il entend mettre en œuvre (fréquence de retournement des andains, température de décomposition, etc.) pour anéantir le risque de reprise de l'espèce dans les supports de culture.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Caducité de l'arrêté d'autorisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/09/2023, article R512-74
Thème(s) : Situation administrative, caducité de l'arrêté d'autorisation
Prescription contrôlée : I.-L'arrêté d'autorisation, d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans. [...] II.-Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation, l'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.
Constats : L'exploitant indique que les activités de commercialisation des matériaux sont toujours en cours sur le site de la carrière. Maintenant qu'il dispose de plus de visibilité quant à la gestion de la Jussie, il souhaiterait reprendre l'activité d'ici les prochains mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet